

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et du logement du Centre  
Unité territoriale de Loir-et-Cher

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2014276-0007

**Objet :** mise en demeure de la société STORENGY de respecter certaines dispositions pour les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées pour le stockage souterrain de gaz de Soings-en-Sologne.

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8 et L.511-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier sa section III « Dispositions relatives à la protection contre la foudre » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°23/81 du 19 octobre 1981, autorisant la société Gaz de France à poursuivre l'exploitation des installations de surface liées au stockage de gaz naturel en couche géologique de Soings-en-Sologne, modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires n°08/83 du 2 mai 1983, n°2010-61-10 du 2 mars 2010 et n°2012-137-0008 du 16 mai 2012 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier de la DREAL Centre en date du 16 janvier 2013 (rapport de la visite d'inspection approfondie du 4 décembre 2012) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier de la DREAL Centre en date du 31 janvier 2014 (rapport de la visite d'inspection approfondie du 25 octobre 2013) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier de la DREAL Centre en date du 7 juillet 2014 (rapport de la visite d'inspection approfondie du 5 juin 2014) ;

Vu la lettre de l'exploitant du 24 mars 2014 adressée à l'inspecteur de l'environnement en réponse aux constats relevés suite à l'inspection du 25 octobre 2013 ;

Vu le courrier de l'inspecteur de l'environnement au préfet de Loir-et-Cher en date du 10 juillet 2014 proposant de recourir à la procédure de mise en demeure prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du préfet de transmission du projet d'arrêté de mise en demeure à l'exploitant daté du 22 juillet 2014 ;

Considérant que lors des visites du 4 décembre 2012 et 25 octobre 2013, l'inspecteur de l'environnement a constaté que « les installations du stockage souterrain de gaz sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, ne sont pas protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur » ;

Considérant qu'à ce jour, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les travaux de mise en conformité ni transmis le programme de mise en conformité et que les éléments de réponse de son courrier du 24 mars 2014 ne sont pas satisfaisants ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ;

Considérant qu'il y a donc lieu de mettre la société STORENGY en demeure de respecter ces dispositions ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a pas formulé d'observation dans le délai qui lui était imparti ;

Sur la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture ;

### ARRÊTE

**Article I :** La société STORENGY, dont le siège social est situé Bâtiment Djinn – 12 rue Raoul Nordling – CS 70 001 – 92 270 BOIS COLOMBES, est mise en demeure de respecter, pour les installations classées associées à l'exploitation du stockage souterrain de gaz de Soings-en-Sologne, les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en :

- fournissant l'analyse du risque foudre et les études techniques avant le 30 août 2014,
- fournissant le PV de réception des travaux avant le 30 mars 2015.

**Article II :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article III :** Conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Blois, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou les groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la notification ou de l'affichage de ces décisions.

**Article IV :** Copie du présent arrêté sera notifiée par envoi postal en recommandé avec accusé réception au représentant de STORENGY et notifié au recueil des actes administratifs du département. Copie sera adressée au maire de Soings-en-Sologne et à la DREAL Centre.

**Article V :** La Secrétaire Générale de la préfecture de Loir-et-Cher, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre, l'Inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de Soings-en-Sologne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le 03 OCT, 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Maryse MORACCHINI

